



GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE PARIS

1, QUAI DE LA CORSE
75181 PARIS CEDEX 04

Observatoire des SARL « Initiative économique » Novembre 2005

Depuis août 2003, le greffe suit et analyse mensuellement l'évolution des SARL à libre capital. Cet Observatoire, créé au lendemain de la mise en application des dispositions prévues par la Loi pour l'Initiative Economique du 1er août 2003, permet d'apprécier l'évolution des immatriculations de ces nouvelles SARL au Registre du commerce de Paris, et aussi d'observer leur état de santé, leurs capacités financières et leurs éventuelles défaillances. Pour retrouver l'ensemble des études réalisées sur les SARL à libre capital, consultez la rubrique « Actualités » du site www.greffe-tc-paris.fr.

Bilan de novembre 2005 : repères chiffrés

Faits à retenir en novembre :

Dynamisme des créations de SARL à capital inférieur à 7 500 €, avec l'immatriculation de 558 nouvelles entités au Registre du commerce parisien, soit une hausse de 35,77% par rapport à novembre 2004.

Ces entreprises représentent désormais 47,11% des SARL, tous types confondus, en augmentation de +8 points par rapport à octobre 2005.

Profil et caractéristiques :

28,85% des créateurs de novembre sont des femmes, soit une hausse de +3,7 points par rapport à novembre 2004. Les dirigeants hommes/femmes confondus sont âgés de 39 ans et 8 mois, soit trois mois de moins qu'en novembre de l'an passé. Si les hommes sont plus jeunes, soit 39 ans et 6 mois, les femmes sont, en revanche, un peu plus âgées, soit 40 ans et 9 mois.

Hausse du capital social. En augmentation de +4,63% par rapport à novembre 2004, il s'élève à 2 326 € en novembre 2005. Les créations de SARL dotées d'un capital supérieur à 3 000 € se stabilisent en novembre : elles représentent 27,83% des immatriculations.

Moindre nombre d'entreprises exerçant une activité de prestations de service et de conseil.

◆ 25,70% des SARL à libre capital proposent des services et du conseil, en diminution de 8,4 points par rapport à novembre 2004

◆ Hausse des activités de commerce, un domaine choisi par 23,52% des entreprises, en augmentation de 6 points par rapport à novembre 2004.

Evolution des SARL à capital inférieur à 7 500 € :

Financement : 19 dirigeants se sont vus accorder un prêt bancaire en novembre 2005, contre un seul en novembre 2004. Il semblerait que ce résultat soit moins satisfaisant que celui d'octobre 2005 où le nombre de prêts s'élevait à 53. 4,02% des SARL à libre capital ont obtenu un financement depuis août 2003.

Endettement : 41 entreprises sont redevables de dettes sociales et fiscales en novembre, contre aucune entreprise en novembre 2004. Le montant moyen dû par entreprise s'élève à 12 505 €. En comparaison avec octobre 2005, en revanche, l'endettement est moins prononcé en novembre.

Disparitions d'entreprises : Elles demeurent relativement faibles. 4% des SARL créées depuis le 6 août 2003, soit 541 entreprises, ont été radiées du Registre du commerce. 86 entités, soit 0,65% des créations, ont été liquidées sur décision du Tribunal. Elles exerçaient principalement dans le commerce, les services aux entreprises et la construction.

1- Le nombre de SARL à libre capital depuis la mise en œuvre de la Loi pour l'Initiative Economique du 6 août 2003 s'élève à 47,11% des créations de SARL

En novembre, le Registre du commerce a enregistré une augmentation de 35,77% des SARL à libre capital. 558 entreprises de ce type se sont créées à Paris en novembre 2005, contre 411 en novembre 2004. Ce chiffre témoigne d'une nette progression des créations de ces SARL, qui enregistrent leur plus forte augmentation depuis juin 2005. A noter également : ces entreprises représentent 38,83% des SARL tous montants en capital confondus immatriculées à Paris le mois dernier.

- ✓ **Profil des dirigeants : 28,85% des créateurs de novembre 2005 sont des femmes, soit une hausse de +3,7 point par rapport à novembre 2004. Plus globalement, les dirigeants hommes/femmes confondus sont âgés de 39 ans et 8 mois**

Les femmes dirigeantes sont plus nombreuses en novembre 2005, mais d'un âge moyen plus élevé qu'en novembre 2004. Elles sont âgées de 40 ans et 9 mois en moyenne, soit 5 mois de plus qu'en novembre 2004.

Agés de 39 ans en moyenne, les hommes dirigeants sont, en revanche, un peu plus jeunes, soit 39 ans et 6 mois, ce qui représente cinq mois de moins qu'en novembre 2004.

Les principales tendances que l'on dégage de la pyramide des âges des créateurs de ces SARL sont les suivantes :

- A l'instar d'octobre 2005, le nombre de créateurs âgés de 26 à 35 ans progresse en novembre. Il s'établit à 37,88%, en hausse de +6,5 points par rapport à novembre 2004. Dans cette tranche d'âge, les hommes sont particulièrement bien représentés, en progression de +5,7 points par rapport à novembre 2004.
- Les hommes de 36 à 45 ans ont été moins nombreux à créer leur entreprise, soit -6,3 points par rapport à novembre 2004. Dans cette fourchette, les femmes créatrices ont, en revanche, été plus nombreuses qu'en novembre 2004, en hausse de 3,5 points.
- A noter également : une légère décélération des créations à l'initiative des « seniors » créateurs en novembre, soit -0,9 points par rapport à novembre 2004.

	2005			2004		
	% global	% femmes	% hommes	% global	% femmes	% hommes
Moins de 25 ans	7,69%	2,12%	5,58%	9,95%	2,36%	7,59%
Entre 26 et 35 ans	37,88%	8,65%	29,23%	31,41%	7,85%	23,56%
Entre 36 et 45 ans	27,31%	9,81%	17,50%	30,10%	6,28%	23,82%
Entre 46 et 58 ans	19,62%	5,77%	13,85%	20,16%	5,76%	14,40%
Supérieur à 58 ans	7,50%	2,50%	5,00%	8,38%	2,88%	5,50%

- ✓ **Les SARL à libre capital au regard des autres formes d'entreprises**

Au total, 13 408 SARL au capital inférieur à 7 500 € se sont immatriculées au Registre du commerce parisien depuis le mois d'août 2003. Elles représentent 13,59% des 79 345 entreprises créées entre le 6 août 2003 et le 30 novembre 2005. En novembre 2005, elles ont représenté 20,59% des immatriculations d'entreprises au Registre du commerce.

2- Capital social moyen de départ : 2 326 € en novembre 2005

En novembre 2005, les SARL se constituent avec un capital social en hausse de +4,63% en comparaison avec novembre 2004. Depuis juillet 2005, le capital varie peu, et enregistre une variation de +/- 2%.

Les SARL constituées avec un capital social compris entre 500 et 1 000 € représentent 28,37% des entités, en progression de 3,8 points par rapport à novembre 2004.

Les autres tendances sont les suivantes :

En hausse :

- Les SARL dotées d'un capital entre 1 001 et 3 000 €. Elles représentent 27,47% des immatriculations, soit +3,4 points par rapport à novembre 2004
- Les entités créées avec un capital entre 3 001 et 7 500 €. 27,83% des créations, en hausse de 0,7 points au regard de novembre 2004

En baisse :

- Les entreprises avec un capital se situant entre 2 et 100 €. 4,85%, soit -4,6 points par rapport à novembre 2004
- Les SARL immatriculées avec un capital de 101 à 500 €, en diminution de 1,9 point.

Stable :

- Les SARL constituées avec 1 € de capital. 5,75% des créations

Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Tranches de capital social	% d'immatriculations de SARL à libre capital pour novembre 2005
1 €	5,75%
2 € à 100 €	4,85%
101 € à 500 €	5,75%
501 € à 1 000 €	28,37%
1 001 € à 3 000 €	27,47%
3 001 € à 7 500 €	27,83%

3- Activité des nouvelles SARL : baisse des prestations de service et de conseil aux entreprises

Les deux tendances à retenir en novembre sont :

- La diminution des activités de prestations de service et de conseil aux entreprises. 25,69% des nouvelles SARL exercent cette activité, soit -8,6 points par rapport à novembre 2004. Ce secteur enregistrait une progression régulière depuis août 2003.
- La hausse du commerce de gros et de détail. Un domaine choisi par 23,52% des entreprises, en hausse de 6 points au regard de novembre 2004.

En comparaison avec novembre 2004, les autres tendances sont les suivantes :

En hausse :

- Transports et services associés : +3 points
- Restauration : +2,8 points
- Informatique : +1,9 point
- Immobilier : +0,7 point
- Soins personnels : +0,7 point
- Fabrication et réparation : +0,7 point
-

En baisse :

- Edition, production et imprimerie : -2,5 points
- Activités financières : - 1,7 point
- Formation et enseignement : -0,9 point

Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport aux immatriculations de novembre 2005
Prestations de services et conseils aux entreprises	25,69%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	23,52%
Travaux de bâtiment	8,50%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	7,31%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	6,92%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	6,72%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	5,73%
Transports	3,36%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	2,57%
Soins personnels	2,57%
Activités financières (organismes de placement, gestion de patrimoine, intermédiation financière et courtage en assurance)	0,99%
Formation et enseignement	0,79%
Autres activités ¹	4,55%

4- Quelle est l'évolution constatée pour les SARL à libre capital immatriculées au Registre du commerce depuis le 6 août 2003 ?

❖ *Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?*

Depuis le 6 août 2003, 539 entreprises ont sollicité et obtenu un prêt bancaire pour acquérir, louer un local commercial ou disposer de fonds au démarrage de leur activité, soit 4,02% des SARL à libre capital. Au total, le montant des prêts accordés s'élève à 86 970 000 €, ce qui représente un emprunt moyen de 161 350 € par entreprise.

En novembre 2005, 19 entreprises ont bénéficié d'un prêt bancaire, pour un montant moyen de 233 226 €, à comparer avec une seule entreprise en novembre 2004.

Autres investissements réalisés par les SARL à libre capital :

- 237 entreprises ont loué ou acquis du matériel en crédit-bail, soit 1,77% des SARL à libre capital inscrites au Registre du commerce parisien
- 4 clauses de réserve de propriété ² ont été inscrites auprès du greffe pour un montant moyen de 57 130 €.

❖ *Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?*

194 entreprises rencontrent des difficultés pour régler leurs cotisations fiscales et sociales, soit 1,45% des SARL à capital inférieur à 7 500 €.

- 43 SARL sont redevables de 924 542 € au Trésor Public, soit une dette moyenne de 18 800 € par entreprise.
- 151 SARL doivent 1 501 350 € à l'Urssaf, ce qui représente un montant moyen de 4 037 € par entreprise.

En comparaison avec novembre 2004, le bilan de novembre 2005 est le suivant :

41 entreprises sont redevables de dettes fiscales et sociales, pour un montant global de 337 249 €.

- 8 SARL doivent 117 809 € au Trésor public, soit une somme moyenne de 14 726 €. Aucune entreprise n'était redevable de contributions fiscales impayées en novembre 2004.

¹ Administration d'entreprises, recherche et développement, télécommunications, déménagements, etc.

² Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

- 33 entreprises doivent 219 439 € à l'Urssaf, ce qui représente un montant moyen de 4 940 €. En novembre 2004, aucune entreprise n'était endettée pour ce poste.

5- Quelle est la pérennité des SARL à libre capital créées depuis le 6 août 2003 ?

Les radiations d'entreprises du Registre du commerce, qui interviennent sur décision du dirigeant, à l'initiative du greffe³ ou encore à la suite d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire, constituent un indicateur pertinent pour mesurer la pérennité des SARL à libre capital.

❖ *Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?*

✓ *4,03% des SARL à libre capital créées depuis août 2003 ont été radiées du Registre du commerce*

Depuis le 6 août 2003, le Registre du commerce parisien a enregistré la radiation de 541 SARL avec un capital social inférieur à 7 500 €, dont 57 en novembre 2005.

Les principales causes de radiation sont les suivantes :

- 47,60% des dirigeants ont transféré leur siège social dans un autre département
- 44,28% ont choisi d'arrêter leur activité
- 5,43% ont été radiées pour différents motifs (changement de statut juridique, d'adresse, non-production de pièces, etc.)
- 2,03% ont fusionné avec d'autres entreprises
- 1,66% ont été radiées à la suite d'une procédure de liquidation judiciaire.

Cette répartition présente peu d'évolution au regard du précédent Observatoire d'octobre 2005. A noter cependant : le taux de radiation enregistre une diminution de 0,5 point en comparaison avec octobre 2005.

✓ *Taux de défaillance des SARL à libre capital créées depuis le 6 août 2003 : 0,65%*

86 entités créées depuis le 6 août 2003 ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation judiciaire. A la clôture de la procédure par le Tribunal, qui interviendra d'ici quelques mois, ces entreprises seront définitivement radiées du Registre du commerce. Une seule entreprise a bénéficié d'un redressement judiciaire.

12 nouvelles défaillances de SARL à libre capital ont été enregistrées en novembre 2005, soit +33% par rapport à novembre 2004.

Les entreprises concernées exerçaient les activités suivantes :

- Bâtiment et construction, soit 3 entreprises
- Coiffure pour 3 entreprises
- Services aux entreprises pour 2 SARL. Elles exerçaient toutes les deux une activité de conseil en communication et publicité
- Commerce, soit 2 entreprises (meuble, objets divers)
- Edition, 1 entreprise
- 1 entreprise était sans activité.

Plus globalement, si l'on examine l'activité de la totalité des entreprises défaillantes de la base des SARL à libre capital, l'on note que trois secteurs sont particulièrement touchés par les liquidations judiciaires. Il s'agit du commerce, soit 24% des défaillances, de la construction, soit 21%, et les services aux entreprises, soit 16%.

³ Les causes de radiation les plus fréquentes sont : la cessation d'activité en raison du déménagement de l'entreprise dans un autre département, la radiation à la suite d'irrégularités constatées par le greffe (entreprise ayant changé d'adresse sans régulariser sa nouvelle situation auprès du greffe) ou sur décision du Juge (non-production de pièces justificatives par exemple).